



**HAL**  
open science

## Les figures hexagonales de l'Université, entre reproductions et changements

Myriam Baron

► **To cite this version:**

Myriam Baron. Les figures hexagonales de l'Université, entre reproductions et changements. Les figures territoriales de l'Université, 2004, Toulouse, France. pp.17. halshs-00152569

**HAL Id: halshs-00152569**

**<https://shs.hal.science/halshs-00152569>**

Submitted on 7 Jun 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## ***Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements<sup>1</sup>***

**Myriam BARON**  
**baron@parisgeo.cnrs.fr**  
**UMR « Géographie-cités » CNRS 8504**  
**Université Paris 7 – Denis Diderot**

Pour qui s'intéresse au phénomène universitaire, l'expression « figures territoriales de l'Université » renvoie presque automatiquement à la ville. Les activités liées à cette institution, qu'il s'agisse de la recherche ou de la formation, sont et demeurent urbaines (Brunet (1990-1991)). Viennent alors à l'esprit les représentants emblématiques de la ville universitaire que sont Grenoble, Montpellier ou encore Toulouse. Sans toutefois oublier le « monstre » parisien, fort de ses 17 universités et concentrant un peu plus du quart des quelques 1,2 millions d'étudiants français. Viennent enfin de nouvelles figures urbaines et universitaires dont les devenir restent encore incertains : les villes moyennes promues au rang de siège d'antenne universitaire ou abritant une partie des universités multipolaires ayant vu le jour au début des années 90 comme Lorient et Vannes pour l'Université de Bretagne Sud. Une telle osmose entre universités et villes empêcherait-elle la prise en compte d'autres territoires de référence ? Non, puisque les universités multipolaires, qui constituent une véritable innovation en termes de figures territoriales de l'Université dans la mesure où toute relation hiérarchique entre les pôles urbains concernés est bannie, sont déjà une invitation à dépasser cette relation exclusive. Qui dit université multipolaire dit mise en réseau de villes, en particulier au niveau régional. Pourquoi alors s'interdire de présenter un état des lieux de ce qu'ont produit les développements universitaires des quinze dernières années en régions ? Mais alors poser et imposer le cadre régional est-il légitime ? Autrement dit la région peut-elle être considérée comme une « figure » territoriale pertinente rendant compte d'une réalité universitaire.

C'est ce que laisse à penser la mise en œuvre des lois de décentralisation. En contribuant à imposer ce nouveau cadre de référence tant pour l'observation que pour l'action, elles ont levé l'hypothèque qui planait sur la région. Car même si la formation supérieure n'était pas directement concernée par le nouveau partage des pouvoirs et des responsabilités entre Etat et régions, de nombreuses régions sont apparues comme des partenaires financiers majeurs en prenant en charge de 20 à 33% du coût total du programme « U 2 000 » (DATAR (dir.) (1998)). Dans la plupart des cas, l'ensemble des collectivités territoriales a financé plus de la moitié de ce programme. Au niveau national, les contrats de plan entre 1984 et

---

1 Les résultats présentés dans ce chapitre sont en partie issus d'un premier rapport de recherche intitulé *Mobilités des jeunes et qualifications des territoires: quelques disparités régionales* dans le cadre d'une réponse à un appel à projets de recherche coordonné par la DEPP, le Ministère de la Recherche et la DATAR « Éducation et formation: disparités territoriales et régionales ». Cette réponse intitulée « les mobilités géographiques étudiantes: quelles disparités régionales? » a été formulée par l'UMR « Géographie-cités » Universités Paris 1, Paris 7 et ENS-LSH Lyon et l'UMR Théma Université de Franche-Comté - centre associé Céreq de Besançon.

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

1999 portent trace de cet engagement croissant. Le volume financier consacré par les régions à l'enseignement supérieur a été multiplié par plus de 5 en une décennie : de 2,5 milliards de francs pour les contrats 1984-1988 à 13,5 pour 1994-1999. Enfin, au-delà du rôle financier joué par les collectivités locales, l'enseignement supérieur s'impose de plus en plus comme un outil de développement et d'aménagement régional. Les dimensions économiques liées à l'enseignement supérieur sont multiples : retombées directes pour un territoire liées aux investissements et dépenses de fonctionnement des établissements, à la présence de nouveaux consommateurs que sont les personnels de ces établissements et les étudiants qui y sont inscrits ; effets indirects pouvant résulter des échanges entre entreprises et formations (Filâtre (1997) ; Baron (2000)) ou sur le marché du travail via l'accroissement de la qualification des jeunes y entrant.

Comme la notion de « figure » peut faire référence à une « forme qui apparaît dans le réel » (Brunet, Ferras et Théry (coord.) (1992)), une question surgit immédiatement : qu'est susceptible de révéler l'analyse des populations étudiantes au niveau régional ? Donne-t-elle à voir des méta-régions, voire des figures hexagonales singulières ? Ces figures sont-elles par exemple dotées d'une certaine longévité, d'une certaine inertie ? Autant de questions qui renvoient en partie à la nature-même des services que l'Université propose. Il s'agit alors de souligner les équilibres trouvés, au niveau régional, entre un « service de proximité » qui a pour mission principale l'accueil des nouveaux bacheliers et se résume aux seuls premiers cycles et une offre de formation plus ambitieuse qui correspond aux plus hauts niveaux des diplômes universitaires. Selon que l'un ou l'autre est privilégié, les attractivités des régions ont des caractéristiques différentes. Car une offre de formations axée uniquement sur le début du cursus universitaire peut conduire, fort logiquement, à des recrutements de proximité, pour l'essentiel infra-régionaux. A l'opposé, une offre de formations, qui privilégie les troisièmes cycles universitaires, peut s'avérer attrayante pour les étudiants extérieurs à la région. Au final, l'étude des équilibres ou déséquilibres régionaux peut s'avérer riche d'enseignements sur les conséquences de la dernière vague de « massification » de l'Université, en particulier par la mise en évidence de recompositions hexagonales. Ces dernières contribuant à alimenter une réflexion pour repenser le modèle français de développement universitaire, voire pour le redéfinir.

## **1. 1986-2001: une définition stable des différenciations inter régionales...**

Avant d'y parvenir, quelques faits saillants méritent d'être rappelés, dont ceux rendant compte des rapports entre débuts et fins de cursus universitaires. Pour l'ensemble de l'Université, bien que le nombre d'inscrits dans l'ensemble des premiers cycles (généraux et professionnels confondus) ait augmenté de plus de 30% au cours des 15 dernières années, les étudiants inscrits en début de parcours universitaire représentaient en 2002 moins d'un étudiant sur deux (48% contre 53% en 1986). Dans le même temps, les Sections de Techniciens Supérieurs (STS) et les Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE) ont scolarisé de plus en plus d'étudiants, puisqu'elles concernaient près de 10% des inscrits en formations de 1<sup>er</sup> cycle en 2002 contre 7,5% en 1986. Au sein de l'Université, il y a donc primauté des cycles longs sur les cycles courts : ce

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

nouveau « déséquilibre » a certainement eu des conséquences sur chacune des 22 régions métropolitaines. Et ce même si la tendance à privilégier les formations universitaires de deuxième et troisième cycles ne s'est pas traduite partout de la même manière. Poussant ainsi à redéfinir leurs spécialisations respectives et les relations susceptibles d'en découler.

Comme les différenciations régionales peuvent être envisagées pour les quinze dernières années<sup>2</sup>, caractériser les situations régionales telles qu'elles se présentaient en 1986 permet de saisir le système lié aux formations universitaires tel qu'il était avant la forte croissance des étudiants consécutive à celle des bacheliers. 1986 est loin d'être une date tout à fait anodine puisque, pour la première fois, plus de 30% d'une classe d'âge a obtenu le baccalauréat. Ce diplôme véritable sésame pour entreprendre des études universitaires s'est profondément modifié au cours des 20 dernières années : création des baccalauréats professionnels, forte croissance des baccalauréats technologiques, enfin, au sein des baccalauréats généraux, forte diminution de la part des filières scientifiques au profit des filières littéraires et surtout de celles des Sciences Economiques et Sociales. Comment ne pas alors rappeler les inquiétudes formulées dès le milieu des années 90 concernant les conséquences de la décision politique de conduire 80% d'une classe d'âge au niveau d'un baccalauréat devenu protéiforme (Baron (1999)) ?

### **1.1. Pour les formations correspondant au premier cycle...**

Dans la première partie de cette période de forte croissance des effectifs étudiants, le nombre de bacheliers susceptibles d'être intéressés par des formations supérieures relativement courtes et à finalités technologiques et professionnelles, comme les Instituts Universitaires de Technologie (IUT) et les Sections de Techniciens Supérieurs (STS) n'a cessé de croître, les capacités de ces formations se sont rapidement étendues tandis qu'elles ont enregistré paradoxalement une relative « stagnation » de leurs effectifs. Certes les IUT et les STS fonctionnent davantage comme de « super-premiers » cycles, en opérant une forte sélection à l'entrée tout comme les Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE). Mais il y a fort à parier que ces tendances générales repérées au niveau du territoire métropolitain ne connaissent pas les mêmes développements dans toutes les régions produisant quelques exceptions. Leur identification passe, dans un premier temps, par l'étude des différenciations inter régionales liées aux débuts de cursus universitaire.

Force est alors de constater qu'il existe une grande stabilité des caractéristiques de ces différenciations tout au long de la période : c'est ce qui ressort des résultats d'Analyses Factorielles des Correspondances (AFC) menées sur la répartition des étudiants selon les 7 grands types de formation de premier cycle retenus, que sont les Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE), les Sections de Techniciens Supérieurs (STS), les Instituts Universitaires de Technologie (IUT), et les premiers cycles des secteurs Lettres et Sciences Humaines, Droit – Economie - AES, Santé, Sciences et STAPS (cf. Figure 1). En 1986 comme en 2001, les régions se distinguent principalement selon qu'elles abritent des formations sélectives plutôt généralistes comme les CPGE ou plutôt à finalités professionnelles comme les IUT. Si modifications il y a eu, il faut les

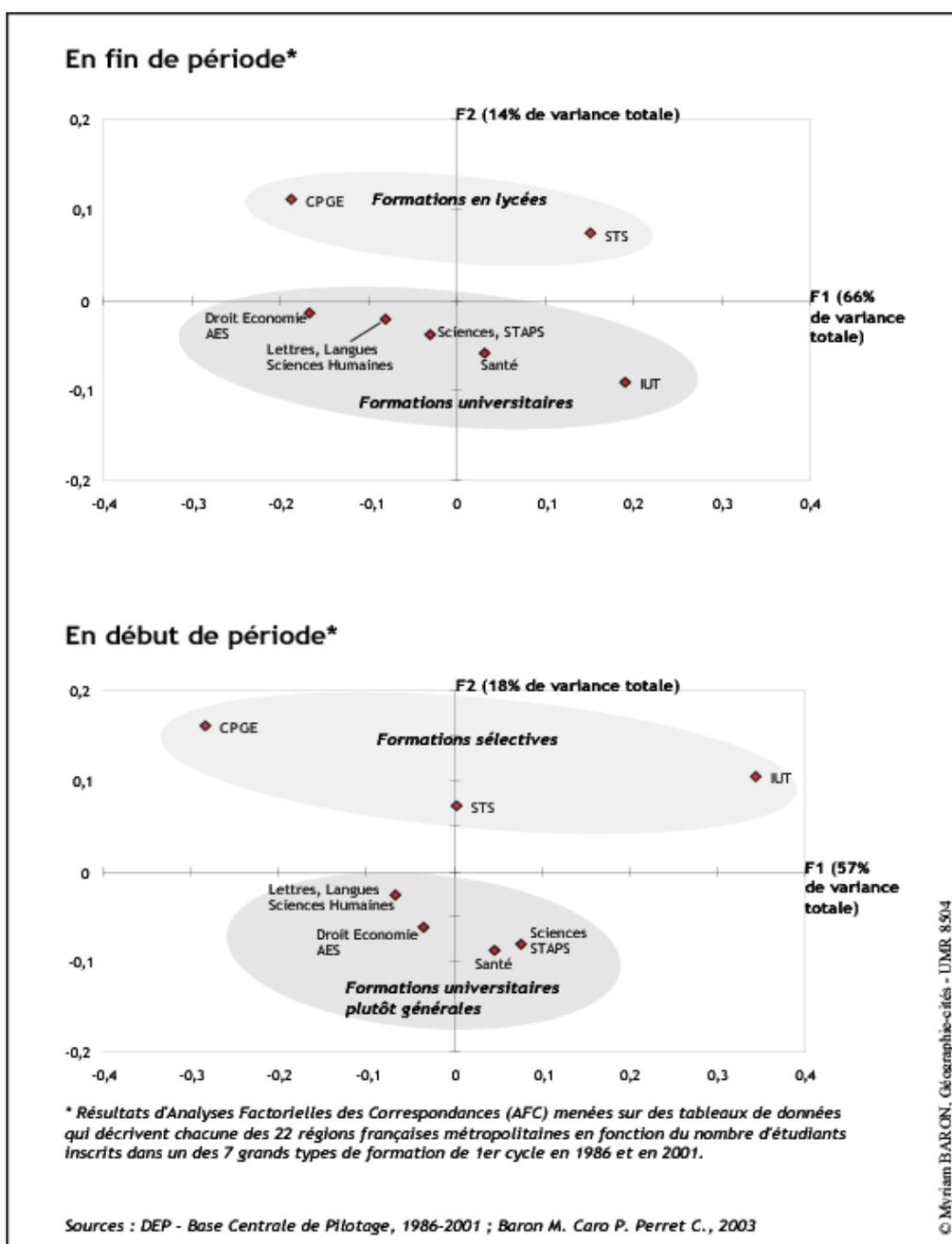
---

<sup>2</sup> Grâce aux informations fournies par la Direction de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP) via la Base Centrale de Pilotage.

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

chercher dans les différenciations secondaires. En début de période, il existait une opposition entre d'une part les « formations supérieures courtes » (IUT et STS) et les CPGE et d'autre part les premiers cycles universitaires. Entre 1986 et 2001, des recompositions se sont opérées déplaçant l'opposition entre d'une part les formations de premiers cycles majoritairement installées dans les lycées (CPGE et STS) et d'autre part l'ensemble des premiers cycles universitaires y compris les IUT. Les redéploiements universitaires des quinze dernières années ont conduit à identifier deux logiques de « services de proximité » aux populations. La première de ces logiques tente de concilier sélection (CPGE) et formations supérieures courtes de masses (STS) et s'appuie sur la trame déjà dense des lycées. Tandis que l'autre se développe en s'appuyant sur la partie supérieure de la trame urbaine et conduit à gommer la spécificité de la répartition des I.U.T. par rapport à l'ensemble des premiers cycles.

Figure 1 : Définitions de l'offre de formations en premiers cycles entre 1986 et 2001 : stabilité réelle ou apparente ?



## **1.2. ...comme pour l'ensemble des formations universitaires**

Comme dans le cas des formations de premier cycle, les différenciations interrégionales en fonction de quinze types de formations retenus<sup>3</sup> sont remarquablement stables. En début comme en fin de période, il existe une opposition majeure entre des régions comme l'Île-de-France, dans lesquelles les formations de 3<sup>e</sup> cycles en Lettres, Sciences humaines, Droit, Economie et AES sont sur représentées ; et des régions comme la Picardie, dans lesquelles les formations supérieures courtes (IUT, STS) sont omniprésentes. En début comme en fin de période, les oppositions majeures entre types de formation supérieure classent les régions selon leur poids démographique : les plus petites ont conservé une spécialisation dans des formations à finalités professionnelles, alors que les plus grandes ont conservé leurs spécificités liées aux fins de cursus universitaires. Apparaît ensuite une opposition secondaire qui se maintient tout au long de la période. Celle-ci distingue les régions comme Midi-Pyrénées et la Lorraine caractérisées par une sur représentation des formations de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles de Sciences et STAPS de l'ensemble des autres régions. Affirmation qui mérite quelques nuances puisqu'en 2001 certes ces formations contribuent toujours à différencier les régions mais elles s'opposent cette fois aux STS, sur représentées notamment dans les Pays- de- la- Loire.

## **1.3. Universités et hexagone: quelques recompositions spatiales**

Au-delà de la stabilité des associations et des oppositions entre formations universitaires sur l'ensemble de la période, l'approche par le niveau régional donne à voir l'inertie de certaines figures hexagonales, qui dépassent le seul cadre de l'Université. En privilégiant une lecture plutôt longitudinale de ces figures, on souligne les différences qui existent, en début comme en fin de période, entre la structuration de l'offre de formation de niveau premier cycle d'une part et celle liée à l'ensemble des formations universitaires (cf. Figure 2). Les lignes de rupture ne découpent pas l'Hexagone de la même manière. Plus spectaculaire encore : les caractéristiques de la figure hexagonale pour l'ensemble des formations universitaires en 1986 se calent sur certains découpages multi-séculaires du territoire métropolitain. A la vue de cette carte, une autre vient immédiatement à l'esprit : celle de la répartition des hommes « ayant signé leur acte de mariage » à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle – indicateur du degré d'alphabétisation des populations (cf. Figure 3). Cette image spectaculaire visualise une des structurations majeures du territoire hexagonal : l'opposition Nord-Sud, de part et d'autre d'une ligne qui joint Saint-Malo à Genève. En cette fin d'époque moderne, le tiers Nord-Est français présentait de loin la situation la plus homogène et la plus favorable quant au degré d'alphabétisation des hommes. Cette situation se rencontrait encore durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : nombreuses sont les personnes qui ont encore à l'esprit la carte des inégalités face à l'instruction populaire et qui souligne l'opposition « France éclairée/France obscure » du baron Dupin en 1826. Sur ce document, ce n'était pas deux France qui étaient présentées mais bien trois. Si le niveau d'instruction le plus élevé se situait bien au Nord-Est, la frange méridionale

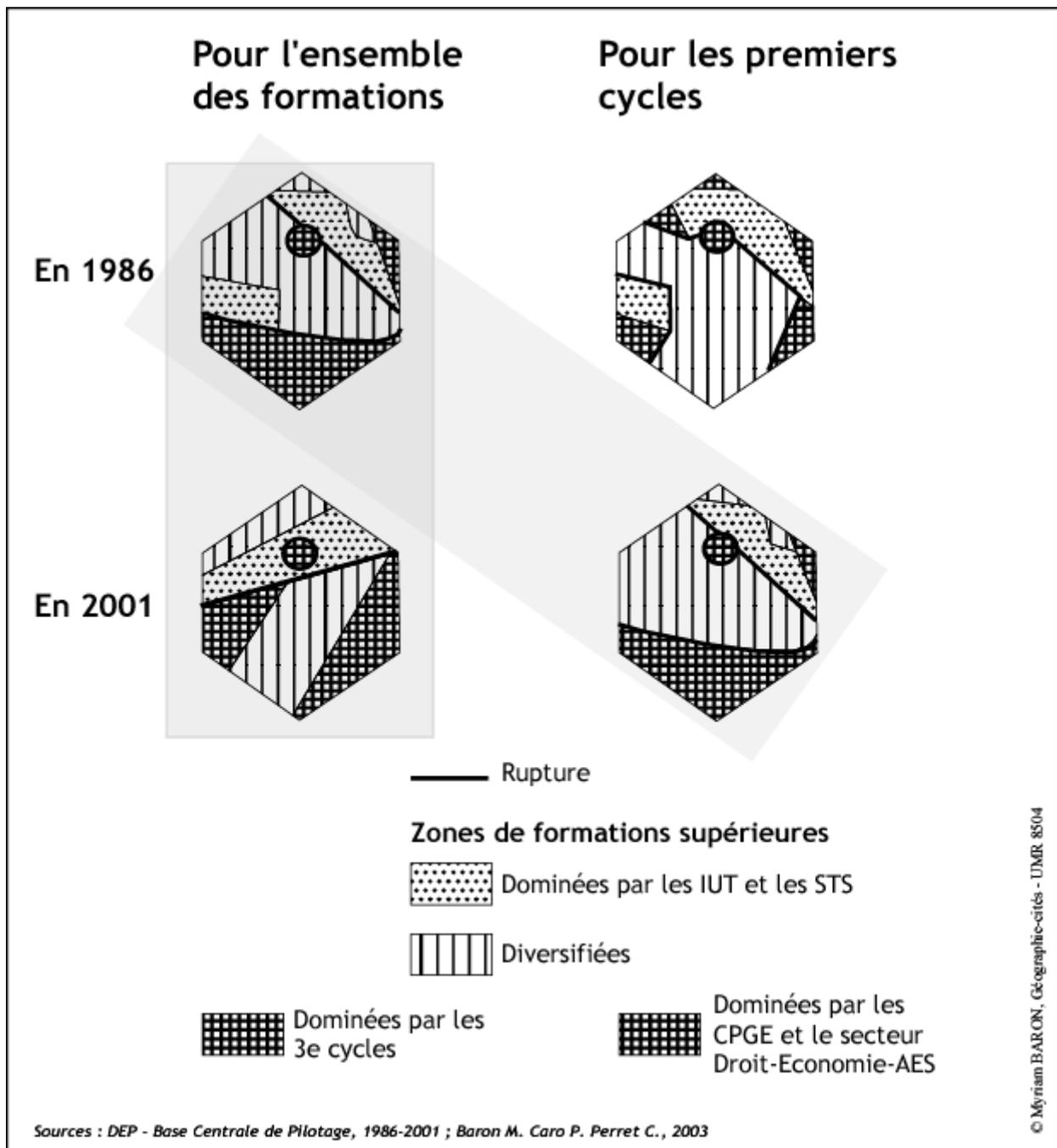
---

<sup>3</sup> Selon les nomenclatures proposées par la DEPP, il s'agit des 3 cycles des 4 grands secteurs de formation universitaire que sont Droit-Economie-AES, Lettres-Langues et Sciences Humaines, Santé, Sciences et STAPS. A ces 12 grandes catégories de formation universitaire sont ajoutés les IUT, qui bénéficient d'un traitement particulier au sein de l'Université et donc d'un recensement à part, les STS et les CPGE.

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

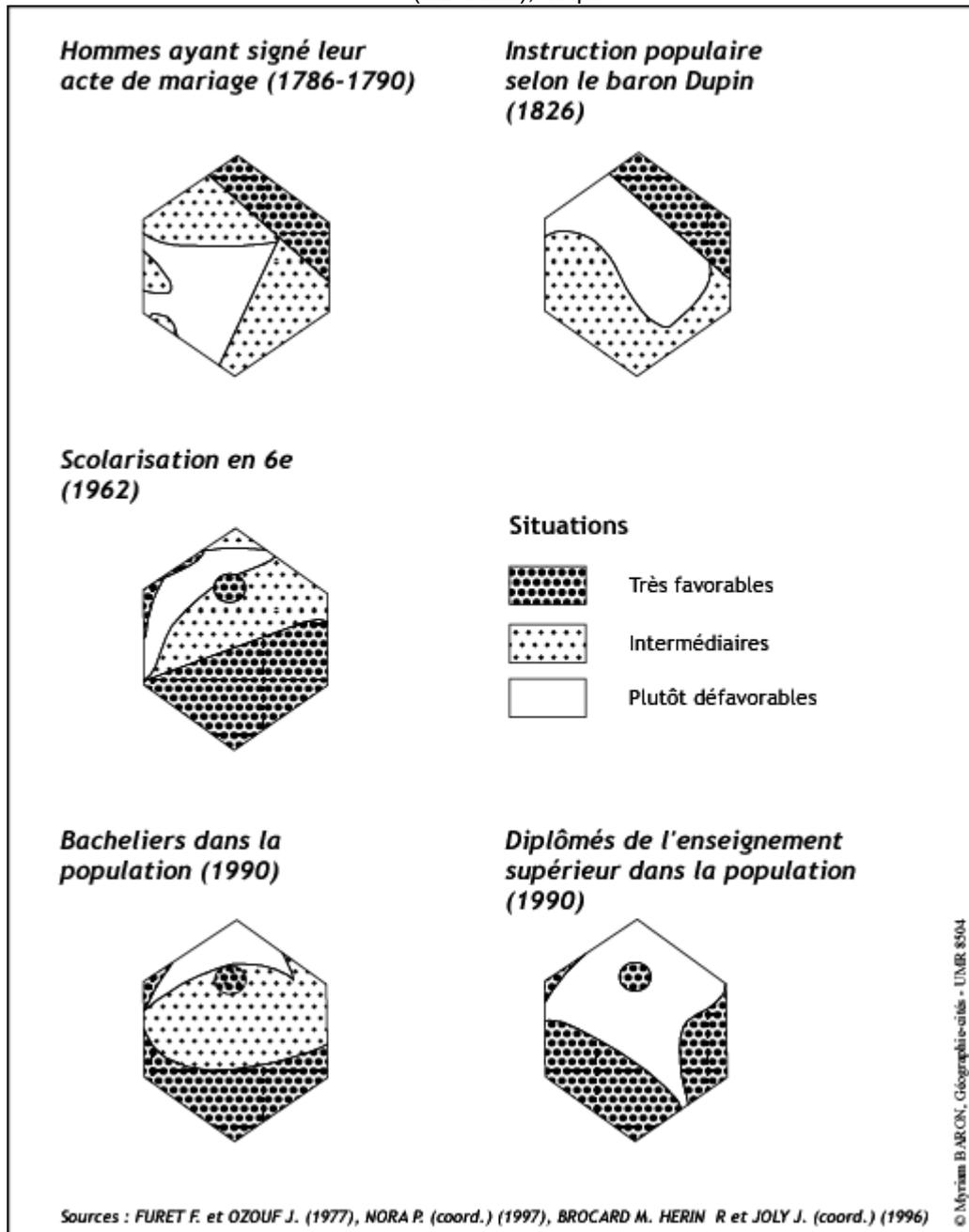
aux excroissances plus ou moins fortes vers le Nord présentait des niveaux d'instruction intermédiaires. Quant à la fameuse « France obscure », elle était bel et bien prise en écharpe entre ces deux sous-ensembles. Il faudra attendre la fin de ce même XIX<sup>e</sup> siècle pour que s'amorcent des rééquilibrages et la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle pour que disparaisse la ligne de rupture tant de fois repérée par les historiens, au profit d'un arc Vendée Picardie Lorraine comme l'attestent la répartition de la scolarisation en classe de 6<sup>e</sup> au début des années 60 ou encore la part des bacheliers au début des années 90 (cf. Figure 3 ; Brocard, Hérin et Joly (coord.) (1996)). A cette période, l'opposition s'est inversée : le niveau de scolarisation est meilleur au Sud qu'au Nord.

Figure 2 : Universités et Hexagone entre 1986 et 2001 : quelques recompositions spatiales



Ce type de lectures privilégie toutefois une approche plutôt « statique ». Une lecture diachronique, parce qu'elle souligne pour chacun des ensembles de formations universitaires l'ampleur des recompositions nationales, privilégie les dynamiques à l'œuvre. L'unité de la France du Sud autour du poids des formations supérieures générales de troisième cycle, visible sur le schéma de 1986, n'apparaît plus dans la géographie de l'offre de formation supérieure de 2001. C'est là sans doute une des traductions les plus spectaculaires de « l'aménagement nécessaire du territoire universitaire » (Frémont (1990-1991)) prôné lors de la mise en œuvre du Schéma « U 2 000 ». Les zones de formations supérieures en France métropolitaine relèvent actuellement de trois profils différents (cf. Figure 2) : une offre diversifiée pour la façade Nord-Ouest et le Centre, une offre dominée par les IUT et les STS dans la moitié Nord du pays, à l'exclusion de l'Île-de-France, enfin une offre dominée par les troisièmes cycles dans le Sud-Ouest et en façade Est. Deux France coexistent de part et d'autre d'une ligne La Rochelle – Strasbourg. Au Nord, celle du triptyque filières courtes / troisièmes cycles parisiens / diversification ; au Sud, celle du binôme troisièmes cycles / diversification. Au total, la figure hexagonale correspondant à la répartition des formations de premier cycle en 2001 ressemble à s'y méprendre à celle caractérisant l'ensemble des formations universitaires de 1986. Tout semble donc s'être passé comme si le dernier épisode de massification de l'Université et plus généralement de l'enseignement supérieur avait révélé l'inertie, la pérennité de certaines figures hexagonales, tout en en modifiant radicalement le contenu.

**Figure 3 : Niveaux d'éducation et Hexagones XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, mise en figures**



## 2. Les figures régionales du changement universitaire

Comment en est-on arrivé là ? Mettre en évidence les recompositions territoriales liées à la formation supérieure, insister sur les bouleversements dans la définition des grands ensembles régionaux conduit à s'interroger sur les caractéristiques des évolutions régionales liées à la formation supérieure. Comment ne pas se demander entre autres si certains ensembles régionaux identifiés en 1986 ont servi de point d'appui à des évolutions bien identifiées ? Ces questions méritent d'être déclinées selon deux registres : d'une part celui des seules formations de premiers cycles, dont les développements contradictoires ne cessent d'alimenter questionnements et débats ; d'autre part, celui concernant l'ensemble des formations retenues dans le cadre de ce travail. Et ce afin

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

d'évaluer le poids des formations de premier cycle dans les évolutions régionales d'ensemble et de savoir si les tendances sont les mêmes ou si au contraire elles laissent voir des ajustements, des recompositions différents.

## **APPREHENDER LES EVOLUTIONS REGIONALES LIEES AUX FORMATIONS SUPERIEURES**

### **Quelques choix méthodologiques**

*La façon de définir les évolutions régionales est largement inspirée des travaux et des méthodes développées par Lena Sanders concernant l'évolution du système des villes françaises en fonction de leurs caractéristiques économiques et sociales (1992).*

*Les 22 régions métropolitaines sont ainsi caractérisées par une évolution matérialisée par le dessin d'une « trajectoire » dans le plan défini par les deux premiers axes d'une Analyse Factorielle des Correspondances (AFC). Pour réaliser cette AFC, les individus sont les 22 régions aux 5 dates d'observation que sont 1986, 1990, 1993, 1997 et 2001 ; et les variables sont soit les 7 types de formations de premier cycle, soit les 15 types de formations supérieures. Les évolutions régionales correspondent aux « trajectoires » obtenues en reliant les positions des régions dans le premier plan (défini par les deux premiers axes) aux différentes dates. Ces évolutions peuvent alors être qualifiées en fonction de deux critères :*

*- le premier de ces critères correspond aux « positions » des régions définies par leurs coordonnées aux 5 dates sur les deux facteurs.*

*- le second prend en compte les changements de ces mêmes régions caractérisés par les formes propres de leurs trajectoires et les rythmes de ces dernières appréhendés sur l'ensemble de la période d'étude mais aussi pour chacune des sous-périodes (1986-1990, 1990-1993, 1993-1997 et 1997-2001). Le rythme du changement d'une région est défini par la distance euclidienne calculée entre deux points qui rendent compte de la position de cette dernière :*

*Si  $F_{1-86}$  et  $F_{2-86}$  représentent les coordonnées d'une région au début de la période et  $F_{1-01}$  et  $F_{2-01}$  représentent les coordonnées d'une région à la fin de la période, le rythme de changement sur l'ensemble de la période correspond à la distance euclidienne séparant les positions de la région en début et en fin de période :*

$$d_{86-01} = \sqrt{(F_{1-01}-F_{1-86})^2 + (F_{2-01}-F_{2-86})^2}$$

*Ce rythme général de changement est affiné par la prise en compte des rythmes d'évolution des quatre périodes intermédiaires :*

$$d_{86-90} = \sqrt{(F_{190}-F_{186})^2 + (F_{290}-F_{286})^2}$$

$$d_{90-93} = \sqrt{(F_{193}-F_{190})^2 + (F_{293}-F_{290})^2}$$

$$d_{93-97} = \sqrt{(F_{197}-F_{193})^2 + (F_{297}-F_{293})^2}$$

$$d_{97-01} = \sqrt{(F_{101}-F_{197})^2 + (F_{201}-F_{297})^2}$$

*En règle générale :*  $d_{86-01} < (d_{86-90} + d_{90-93} + d_{93-97} + d_{97-01})$

*Il existe alors deux façons de prendre en compte ces deux critères qui qualifient les évolutions régionales. La première logique consiste à traiter séparément l'évolution des positions des régions et les rythmes et formes propres de ces évolutions : c'est ce qui a été fait par Lena Sanders pour appréhender les changements économiques et sociaux des plus grandes villes françaises. Alors qu'adopter la seconde logique présente l'avantage de traiter ensemble les deux critères qualifiant les évolutions régionales liées aux formations universitaires et permet ainsi de savoir si une évolution régionale extrêmement rapide sur l'ensemble de la période est due à des rythmes soutenus aux quatre périodes intermédiaires ou si elle est due à un démarrage très rapide suivi de ralentissements, ou encore à un démarrage plutôt tardif (Baron, Caro et Perret (2003)).*

### **2.1. Premiers cycles et évolutions régionales: la marque des IUT et des STS**

Un premier constat s'impose : l'ensemble des évolutions régionales n'est pas continu. Aucune « trajectoire » n'est linéaire : toutes enregistrent la même rupture entre 1990 et 1993. Ce qui se traduit par une sorte « d'épingle à cheveu » avec la période précédente (1986-1990) et peut être interprété comme un retour « en

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

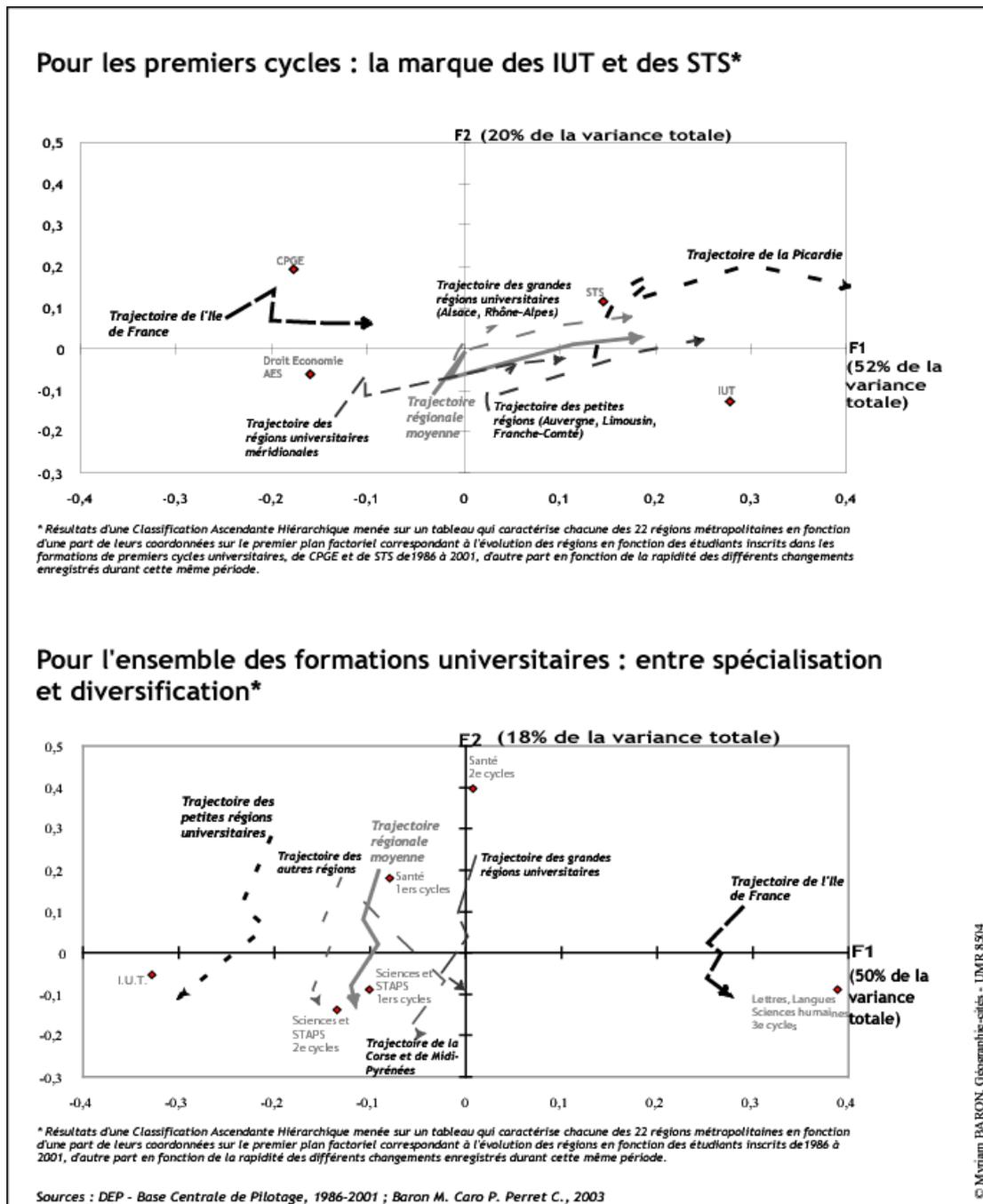
arrière » partiel dans la structuration de l'offre de formation (cf. Figure 4). La « trajectoire » moyenne en est une illustration : elle s'étend parallèlement à l'axe 1, traduisant un changement majeur et de grande ampleur, marqué par le passage d'une absence de spécialisation en 1986 à une spécialisation en 2001 dans les formations supérieures courtes, que sont les IUT et les STS. Dans l'ensemble de ces trajectoires, celle suivie par la Picardie retient l'attention : c'est la plus longue de toutes, marquant une accentuation de son profil vers les formations supérieures courtes. Pour y parvenir, cette région a connu une évolution soutenue au début de la période (1986-1993) et un renforcement de sa spécialisation sur la dernière période. Cette région a la particularité d'abriter l'Université Technologique de Compiègne, modèle de développement universitaire si souvent mentionné mais jusqu'à présent peu diffusé, et de se situer dans le Grand Bassin Parisien, dont les dépendances à l'égard de la région capitale ont été souvent soulignées voire fustigées. Une telle spécialisation dans les formations supérieures courtes ne manque pas d'interpeller dans la mesure où elle reste unique en France. A l'opposé, l'Île-de-France a vu diminuer sa spécificité très largement fondée sur les Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles en 1986 – et ce en dépit d'une évolution plus lente que partout ailleurs. Entre ces deux exemples extrêmes, il y a eu place pour d'autres types de changements en apparence moins spectaculaires mais qui ont pesé sur les profils régionaux liés à l'ensemble des formations universitaires.

## **2.2. Entre spécialisations et diversifications, quatre grands types d'évolution régionale**

Comme dans le cas des évolutions régionales liées aux formations de début de cursus universitaire, la relative stabilité de la structuration de l'information permet de suivre les évolutions enregistrées par les régions tout au long de la période. Et comme dans le cas précédent, les « trajectoires régionales » concernant l'ensemble des formations universitaires ne sont pas continues : elles sont souvent parsemées de ruptures comme le montre la trajectoire moyenne (cf. Figure 4). Cette dernière s'étend parallèlement à l'axe 2 et correspond à un changement régional secondaire relativement important, caractérisé par le passage d'une spécialisation en 1986 due aux formations dans les premiers cycles de Santé à une spécialisation en 2001 dans les formations de premiers et deuxièmes cycles de Sciences et STAPS. Le changement est particulièrement important entre 1986 et 1990 mais aussi entre 1993 et 1997, tandis qu'une rupture apparaît entre 1990 et 1993. La dernière période est marquée par un net ralentissement du rythme de changement, accompagné d'un léger infléchissement de la « trajectoire ». Pour l'ensemble des régions, même si les évolutions régionales liées d'une part à l'ensemble des formations et d'autre part aux seules formations de premiers cycles sont impressionnantes, elles sont profondément différentes. De manière relativement attendue, les évolutions régionales dues aux étudiants inscrits en premiers cycles sont marquées par une professionnalisation accrue. Tandis que la prise en compte de l'ensemble des étudiants pour appréhender ces mêmes évolutions régionales souligne la montée en puissance du secteur Sciences et STAPS, et au sein de ce dernier des filières STAPS .

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

**Figure 4 : Spécialisations et changements régionaux liés aux formations universitaires entre 1986 et 2001 : quelles relations ?**



Par rapport à l'évolution moyenne régionale mesurée à partir de l'ensemble des étudiants inscrits à l'Université, une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) qui prend en compte les principales dimensions des changements constatés - à savoir la stabilité de la position relative de chacune des régions, leurs rythmes de changement sur l'ensemble de la période mais aussi les caractéristiques de ce même rythme sur les quatre sous-périodes retenues (1986-1990, 1990-1993, 1993-1997 et 1997-2001) – permet d'identifier quatre à cinq types d'évolution régionale (cf. Figures 4) :

Le premier d'entre eux concerne les régions dont l'offre de formations supérieures a beaucoup changé entre 1986 et 2001 et qui acquièrent une nouvelle

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

spécialisation marquée par les formations supérieures courtes universitaires que sont les IUT. Pour y parvenir, elles ont connu deux épisodes d'évolution particulièrement soutenus au début de la période (1986-1990) et entre 1993 et 1997. Plutôt situées dans la partie Nord-Est du territoire, ces régions comptent parmi celles qui ont le moins d'étudiants et ont peu bénéficié de la croissance générale du nombre d'inscrits dans les formations supérieures, à l'exception de la Picardie.

Le deuxième type regroupe les régions dont l'évolution de l'offre de formations supérieures correspond à la « trajectoire » moyenne régionale, traduisant un changement relativement important caractérisé par le passage d'une spécialisation en 1986 due aux formations dans les premiers cycles de Santé à une spécialisation en 2001 dans les formations de premiers et deuxièmes cycles de Sciences et STAPS. Cette classe qui regroupe plus de la moitié des régions - 12 au total - comporte deux sous-ensembles distincts. Le premier compte 10 régions situées plutôt dans une grande moitié Nord du territoire français dont l'évolution est plutôt modeste avec un ralentissement très marqué dans la dernière période. Quant à La Corse et à la région Midi-Pyrénées, elles constituent un type à part entière dans la mesure où elles sont caractérisées par des évolutions parmi les plus fortes surtout durant la période 1990-1997 : évolutions visant à « acquérir » un profil moyen régional de formations supérieures.

Le quatrième type correspond aux régions dont l'évolution de l'offre de formations supérieures est soutenue. Ce changement vise ni plus ni moins qu'au rapprochement d'une offre régionale moyenne de formations supérieures. Cette classe diffère des deux voire des trois autres non par l'importance du changement enregistré entre 1986 et 2001, pas plus par les ruptures qui s'effectuent aux mêmes dates mais plutôt par le positionnement de leurs trajectoires. Tout semble s'être passé comme si ces cinq régions avaient tendu vers un profil moyen d'offre régionale de formations universitaires, se plaçant délibérément en situation de concurrence les unes avec les autres - notamment pour les régions directement voisines que sont Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. A l'exception de l'Alsace, elles sont toutes méridionales et comptent parmi les effectifs régionaux d'inscrits en formations supérieures les plus importants tant au début qu'à la fin de la période.

Enfin, le dernier type ne concerne que l'Île-de-France dont l'évolution de l'offre de formations supérieures a été globalement plus faible que celle de l'ensemble des autres régions et sans conséquence sur les principales caractéristiques de son offre de formations supérieures. Tout au long de la période, cette région a conservé une spécificité très largement fondée sur les 3<sup>e</sup> cycles de Lettres et Sciences Humaines et dans une moindre mesure sur ceux de Droit, Economie et AES grâce à une évolution très lente bien qu'extrêmement « chaotique » car « jonchée » de ruptures entre 1993 et 2001. Au final, pour l'Île-de-France, cet épisode n'a pas eu de conséquence majeure sur les caractéristiques des formations universitaires. Elle demeure la seule région à avoir une spécificité marquée dans les troisièmes cycles de Lettres et Sciences Humaines et une spécificité dans l'offre de formations de premiers cycles définie par les CPGE.

A l'exception de l'Île-de-France, les régions métropolitaines ont toutes enregistré des modifications importantes dans leurs offres de formations supérieures tant pour les premiers cycles que pour l'ensemble des formations

universitaires. C'est ce que viennent confirmer les exemples de la Picardie, de Champagne-Ardenne ou encore de la Franche-Comté, qui se sont progressivement forgé une spécialisation dans les formations supérieures courtes universitaires (IUT). Ces évolutions peuvent être considérées comme une des manifestations des tendances à l'œuvre dans l'ensemble du système universitaire : la professionnalisation croissante des formations universitaires. Ces tendances ont « conduit » ces régions voire les ont « cantonné » dans des formations certes sélectives mais de premier cycle. Quelles relations sont-elles alors susceptibles de lier avec les autres régions. Autarcie pour garantir le bon fonctionnement des marchés locaux de l'emploi ? Régions destinées à former des techniciens supérieurs en relations avec les autres régions ? Ou enfin, régions correspondant à de véritables « réserves » d'étudiants diplômés de premiers cycles reconnus, recherchés et désireux de poursuivre leurs cursus universitaires en d'autres lieux ? Cette dernière hypothèse est d'autant plus crédible qu'actuellement plus de 60% des titulaires d'un DUT poursuivent des études à l'Université. On peut aussi s'interroger sur l'avenir de ces régions, sur leurs capacités à émerger dans le cadre de la mise en place de la réforme LMD et de la diffusion des licences professionnelles.

Enfin, il paraît prématuré de conclure définitivement sur la situation des grandes régions universitaires de province. Ces dernières semblent avoir toutes suivi une évolution visant à se doter d'une offre de formations universitaires commune voire interchangeable. Ce faisant, elles se sont mises dans des situations de concurrence directes les unes avec les autres. Dans un contexte de stagnation voire de diminution des inscriptions dans les différentes universités du territoire, des questions émergent quant à la viabilité de telles situations : dans quelles mesures l'exacerbation des concurrence entre les établissements et les territoires qui les abritent ne vont pas conduire à la disparition de ce modèle diversifié et à l'émergence de nouvelles spécialisations territoriales ? Ces évolutions singulières reposent avec acuité les questions relatives à la formation universitaire comme service aux populations. Encore faut-il préciser de quelles populations on parle. Encore convient-il de définir le type de service que l'on a en tête. Sont-ce uniquement les familles auxquelles on assure un service de proximité ? Ce faisant assimile-t-on les étudiants à leurs familles ou met-on en avant la qualité de la formation dispensée et la garantie d'une bonne insertion dans les marchés de l'emploi régionaux ou nationaux ? Enfin, quelle importance accordée aux relations avec les entreprises et plus généralement au monde économique qui sont aussi des populations susceptibles d'être intéressées par ce service ?

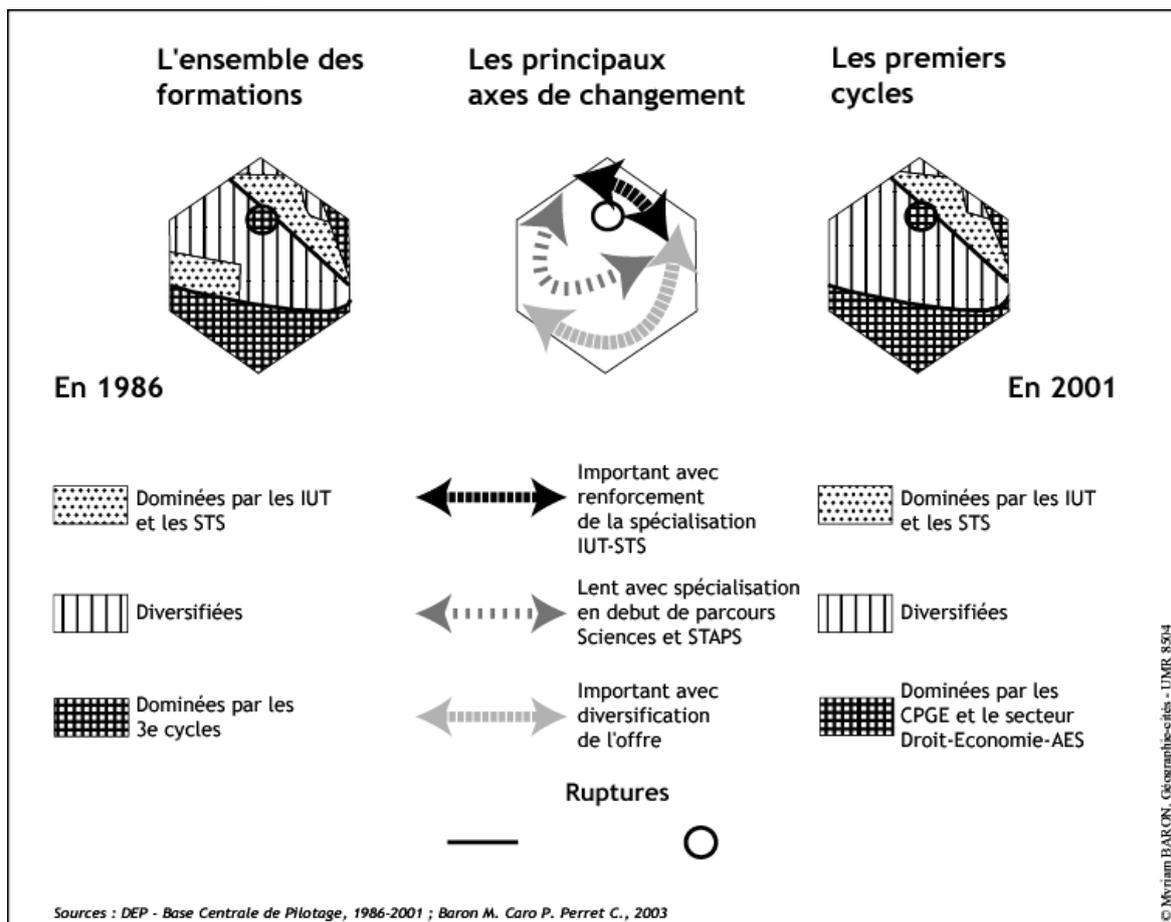
### ***Conclusion: Vers un bouleversement des figures territoriales de l'Université ?***

Si la caractérisation des évolutions régionales liées aux formations universitaires s'avère riche de nouvelles connaissances, que dire alors de l'agencement de ces évolutions sur le territoire métropolitain ? A partir des cinq évolutions régionales, trois grands changements peuvent être repérés, auxquels correspondent trois grands ensembles régionaux (cf. Figure 5). Le premier de ces grands ensembles se cale sur les marges Nord et Est de l'Hexagone et enregistre un changement important de profil de formations universitaires, aboutissant à une spécialisation dans les premiers cycles professionnels. Le deuxième, assurant un continuum avec la zone précédente vers le Sud et le Sud-Ouest, est également

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

marqué par une évolution importante, qui conduit à une diversification des formations universitaires. Enfin, une grande partie centrale et occidentale du territoire hexagonal coïncide avec l'axe des changements les moins rapides, conduisant néanmoins à une spécialisation dans les premières années des cursus de Sciences ou de STAPS. Le partage hexagonal de ces principales évolutions interpelle pour ne pas dire fascine dans la mesure où il coïncide d'une part avec les grandes zones de formations universitaires de 1986, d'autre part avec celles liées aux seules formations de premiers cycles en 2001. L'approche du fait universitaire par le niveau régional souligne bien la pérennité d'une figure hexagonale identifiée dès le XVIII<sup>e</sup> siècle et marquée par une rupture courant de Saint-Malo à Genève et par l'opposition France du Nord/France du Sud. Tous ces développements demeureraient incomplets si l'on passait sous silence la différence Paris-Province. Quelles que soient les représentations retenues, la région-capitale constitue un isolat au contact entre grandes zones de formations universitaires. Parce qu'elle enregistre des évolutions beaucoup moins rapides que les autres régions qui n'affectent pas significativement sa position spécifique au sein du système français de formations, l'Ile-de-France semble rester en marge des principaux changements universitaires. C'est là que se situent les spécificités du système universitaire français et de son évolution. Dans toutes les représentations du niveau d'éducation des populations, seules celles concernant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle mettent en évidence l'isolat parisien : rien de tel avant (cf. Figure 3).

**Figure 5 : Figures hexagonales liées aux formations supérieures et principaux axes de changement entre 1986 et 2001 : de troublantes coïncidences**



Pour aussi spectaculaires et fascinantes que soient les figures hexagonales de l'Université et celles de leurs principaux changements, la parfaite coïncidence d'une partie d'entre elles conduit à s'interroger sur la stabilité des formes mises en évidence (cf. Figure 5). S'agit-il d'un nouvel état d'équilibre ou d'une simple perturbation ? Il paraît prématuré de conclure dans la mesure où tous les effets de la dernière politique de redéploiement universitaire « U 2 000 » ne peuvent être totalement appréhendés. Dans la mesure également où la tendance est à la stagnation voire à la baisse du nombre d'étudiants au sein des universités. Dans la mesure enfin où, dans le cas de l'Université, l'appartenance à une même forme peut renvoyer à plusieurs contenus, plusieurs « fonds ». Force est alors de revenir aux différentes acceptions de la « figure », en dépassant la notion de « forme qui apparaît dans le réel ». Car la figure renvoie aussi à la notion de « configuration », au sens « d'arrangement, d'organisation des principaux éléments d'un système » (Brunet Ferras Théry (1992)). Que dire alors des régions qui appartiennent au même sous-ensemble hexagonal ? Ont-elles les mêmes types d'organisation des principaux éléments qui font système au niveau de l'Université et de la région ? Il convient alors de définir ce que sont ces principaux éléments et d'identifier clairement la nature de leurs articulations. Ces principaux éléments régionaux ne sauraient être réduits aux simples localisations des équipements universitaires, mêmes si ceux-ci s'organisent en trames régionales plus ou moins lâches, plus ou moins complexes faites d'interrelations et d'interdépendances qui contribuent à définir de grands ensembles régionaux. Ces derniers sont loin de toujours

Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.

coïncider avec les grands axes de changement universitaire. C'est ce qu'illustrent les régions des marges Nord-Est du territoire métropolitain. De la Picardie à la Lorraine en passant par le Nord-Pas-de-Calais et Champagne-Ardenne, toutes sont marquées par un changement important aboutissant à une spécialisation accrue dans les formations supérieures courtes. Or, ces régions abritent des trames d'équipements universitaires très différentes. Pour s'en convaincre, il suffit de mentionner les deux exemples extrêmes et caricaturaux que sont le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine : cette dernière est caractérisée par une trame très lâche de pôles de formations supérieures qui renvoie au fait que ces derniers sont très peu nombreux. Tandis que le Nord-Pas-de-Calais jouit de la trame d'équipements universitaires la plus dense du territoire français. Car ces équipements universitaires sont portés, soutenus localement et régionalement par des individus, des institutions appartenant aux sphères sociale, ou/et économique ou/et politique, dont les échanges relèvent du formel ou de l'informel, du matériel mais aussi de l'immatériel. Comment ne pas se demander alors si les changements régionaux identifiés et localisés reposent sur les mêmes dynamiques, les mêmes combinaisons d'éléments qui font système au niveau de l'Université et de la région ? Autant de questions qui renvoient aux évaluations et aux mesures des conséquences et des impacts des politiques universitaires. Autant de questions qui contribuent à alimenter le débat autour des modalités de la relation entre formes et fonds.

## Bibliographie

- BARON M. (1999). I.U.T. et S.T.S. : deux équipements pour une même offre de formation , *Annales de Géographie*, 606, 134-150.
- BARON M. (2000). Territoires de la formation, territoires en formation ?. Dans S. Ertul (coord.), *L'enseignement professionnel court post-baccalauréat (IUT-STTS)*. Paris, PUF, (Coll. Education et Formation), (p.19-39).
- BARON M., CARO P., PERRET C., (2003). *Mobilités géographiques étudiantes et qualifications des territoires : quelques disparités régionales*, Besançon, 1<sup>er</sup> rapport de la convention de recherche MJER-DATAR-DEP.
- BROCARD M., HÉRIN R., JOLY J. (coord.) (1996). *Formation et recherche, Atlas de France* dirigé par Brunet R. et Auriac F., Reclus, La Documentation Française, vol.4.
- BRUNET R. (1990-1991). L'université, la ville et la région , *L'espace géographique*, XIX-XX, 3, 212-213.
- BRUNET R., FERRAS R., THERY H. (coord.) (1992). *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris, RECLUS – La Documentation Française, (Coll. Dynamiques du territoire).
- DATAR (coord.) (1998). *Développement universitaire et développement territorial. L'impact du plan U 2 000 (1990-1995)*, Paris, La Documentation Française, (Coll. Informations et analyses).
- Education et formation (2004). *L'enseignement supérieur grandes évolutions depuis 15 ans*, 67
- FILÂTRE D. (coord.) (1997). *Université 2000 : les effets des implantations nouvelles*, Toulouse, rapport de recherche pour la DATAR, 1 et 2.
- FREMONT A. (1990-1991). L'aménagement du territoire universitaire, *L'espace géographique*, XIX-XX, 3, 193-202.
- FURET F., OZOUF J. (1977). *Lire et écrire, l'alphabétisation des français de Calvin à Jules Ferry*. Paris, Editions de Minuit, 2 tomes.
- NORA P. (coord.) (1997). *Les lieux de mémoire. La Nation. Les France*, Paris, Gallimard Quarto.
- PROST A. (1968). *Histoire de l'enseignement en France 1800-1967*. Paris, Armand Colin, (Coll. U.)
- PROST A. (2004). *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. L'école et la famille dans une société en mutation (depuis 1930)*, Perrin, (Coll. Tempus), tome IV.

- Baron M., 2004, « Les figures hexagonales de l'Université, entre reproduction et changements », in Filâtre D. (dir.), *Les figures territoriales de l'Université*, Toulouse, actes du colloque du RESUP (CD-Rom), 17 p.
- SAINT-JULIEN T. (1990-1991). L'université et l'aménagement du territoire, *L'espace géographique*, XIX-XX, 3, 206-210.
- SANDERS L. (1992). *Systèmes de villes et synergétique*, Paris, Anthropos, (Coll. Villes).